



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Credits-budgetaires-La-FNEEQ-CSN-denonce-la-logique-des-compressions>

# Crédits budgétaires - La FNEEQ-CSN dénonce la logique des compressions

- Communiqués -



Date de mise en ligne : vendredi 7 décembre 2012

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

**QUÉBEC, le 6 déc. 2012 - La présidente de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN), Caroline Senneville, exprime sa profonde inquiétude quant aux impacts sur les services qu'auront les compressions annoncées en enseignement supérieur.**

« Il faut noter que les annonces des crédits budgétaires, bien qu'ils prévoient une hausse du budget du ministère de l'Enseignement supérieur, représentent en fait des compressions supplémentaires pour le réseau collégial. Les sommes qui y sont prévues ne couvrent en effet même pas les coûts de système. « Les cégeps ont dû composer avec des compressions au cours des dernières années et leur demander un effort supplémentaire viendra assurément affecter leur capacité à remplir leur mission éducation », estime la présidente de la FNEEQ.

En outre, elle s'indigne particulièrement du fait que, selon la Fédération des cégeps, les sommes prévues ne suffiront pas à couvrir les coûts additionnels engendrés par le conflit étudiant. « Nous sommes parvenus à une entente avec le Comité patronal de négociation des collèges afin de mettre en place les conditions nécessaires à la reprise des cours et à la réussite des étudiantes et des étudiants. Nous avons la ferme intention de faire respecter les ententes conclues de bonne foi », ajoute-t-elle.

Par ailleurs, en ce qui concerne les universités, Mme Senneville indique qu'il est déplorable que les compressions s'appliquent de façon rétroactive. Il est surtout ironique de constater que ces annonces surviennent alors que nous sommes engagés dans une démarche de discussions sur l'avenir de l'enseignement supérieur au Québec. « Pour la FNEEQ, il aurait été plus sage de profiter de la démarche de consultation mise en place par le ministère pour analyser la situation financière des universités et donner l'occasion aux partenaires de contribuer à la réflexion. Une telle façon de faire aurait permis d'assurer la crédibilité à un processus dorénavant mis à mal par cette annonce », conclut Mme Senneville.